



Un « vase clos » à l'Est de la République Démocratique du Congo

**REGARDS SUR LES DYNAMIQUES
SOCIALES, ÉCONOMIQUES ET
SÉCURITAIRES À SHABUNDA**

**Godefroid Muzalia, César Muhigirwa, Faustin Walemba,
Daniel Mulenda et Sinkis Kisakati**

SÉRIE INSECURE LIVELIHOODS

La série Insecure Livelihoods publie des informations et des analyses sur la complexité des conflits et de la sécurité en République démocratique du Congo. Ses rapports sont basés sur des recherches indépendantes, non partisans, collaboratives et de terrain.

AUTEURS

Godefroid Muzalia est professeur à l'Institut Supérieur Pédagogique de Bukavu, ou il est directeur du Centre des recherches universitaires du Kivu (CERUKI). Il est fondateur du Groupe d'études sur les conflits et la sécurité humaine (GEC-SH) ainsi que co-fondateur du Réseau congolais de recherche sur la paix et la sécurité (ResCongo).

César Muhigirwa est chercheur au Groupe d'études sur les conflits et la sécurité humaine (GEC-SH) à l'ISP-Bukavu ou il travaille sur la politique d'identité, la gouvernance transfrontalière et l'économie politique des groupes armés.

Faustin Walemba Walelamba est licencié de l'Institut supérieur de développement rural (ISDR-Bukavu) et chercheur sur la médecine traditionnelle, le savoir local et la résistance armée.

Daniel Mulenda Mutuma est enseignant d'histoire d'école secondaire, assistant à l'ISP-Shabunda et chercheur sur les groupes armés et les questions d'environnement.

Sinkis Kisakatj est chercheur associé au Groupe d'études sur les conflits et la sécurité humaine (GEC-SH) à l'ISP-Bukavu.

CONFLICT RESEARCH GROUP (CRG)

Directeur : Koen Vlassenroot

Directeur de recherche : Christoph Vogel

Responsable projet et formation : Michel Thill

www.ugent.be/ps/conflict-ontwikkeling/crg/en

GROUPE D'ÉTUDES SUR LES CONFLITS ET LA SÉCURITÉ HUMAINE (GEC-SH)

Directeur : Godefroid Muzalia

Chargés de projet : Francine Mudunga, Elisée Cirhuza et Cubaka Muderhwa

www.gecshceruki.org

GOVERNANCE IN CONFLICT NETWORK (GIC)

Coordinateur : Tomas van Acker

www.gicnetwork.be

PUBLISHING

Éditorial : Alice Gregoire

Designer : Marie Wynants, achttien.eu

© 2022 Governance in Conflict Network, basé à l'Université de Gand, Belgique



Un « vase clos » à l'Est de la République Démocratique du Congo

**REGARDS SUR LES DYNAMIQUES
SOCIALES, ÉCONOMIQUES ET
SÉCURITAIRES À SHABUNDA**

**Godefroid Muzalia, César Muhigirwa, Faustin
Walembe, Daniel Mulenda et Sinkis Kisakati**



Résumé

Ce rapport est consacré à l'analyse des dynamiques sociales et sécuritaires dans le territoire de Shabunda au Sud-Kivu (RD Congo). Située dans l'extrême ouest de la province, à la lisière de la province du Maniema, Shabunda est une région enclavée en proie à l'insécurité perpétrée par des groupes armés résiduels issus des milices Raïa Mutomboki. Si l'enclavement du territoire de Shabunda favorise la persistance d'un contexte d'insécurité polymorphe, il rend aussi possible, comme le montre ce rapport, le déploiement d'un système de gouvernance local impliquant des acteurs étatiques et non-étatiques dans la gestion quotidienne de leur milieu (gestion des conflits, accès aux ressources etc.). L'espace d'opportunité ainsi généré contribue un tant soit peu aux transformations plus larges du paysage rurale.

Table des matières

SIGLES ET ABRÉVIATIONS	6
1 INTRODUCTION	7
2 UNE BRÈVE PAGE D'HISTOIRE RÉCENTE	9
2.1. Dans le contexte colonial	9
2.2. Le contexte des rebellions des années 1960s	10
2.3. Les incidences du conflit rwandais et des rébellions des années 1990	11
2.4. L'Après Sun City... la loi de la jungle dans une véritable jungle	12
3 LE TERRITOIRE DE SHABUNDA AUJOURD'HUI	14
3.1. Un vaste territoire forestier « enclavé »	14
3.1.1. La dispersion de la population	14
3.1.2. Des infrastructures et de la dépendance au système de transport	16
3.2. Shabunda : un espace ingouvernable ?	18
3.3. Un territoire en perpétuelle quête d'autonomie	22
4 LES RAI A MUTOMBOKI : DE « LIBÉRATEURS » EN BANDITS ARMÉS ?	24
4.1. Une réponse « ponctuelle » à un contexte sécuritaire particulier	26
4.2. La mobilisation des éléments mystico-religieux de la culture des Barega	27
4.3. L'implication des factions dans l'exploitation minière	28
4.4. Les particularités de Shabunda par rapport à d'autres zones où opèrent les milices	30
5 « ENCLAVEMENT FISSURÉ » ET OPPORTUNITÉS CONTRASTÉES	33
5.1. Un contexte favorable à l'exploitation sauvage des minerais	33
5.2. Le calvaire des petits « commerçants ambulants »	37
5.3. Un contexte décourageant pour les humanitaires	38
6 CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES	41
7 BIBLIOGRAPHIE	42

Sigles et abréviations

AFDL	Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre
ALIR	Armée de libération du Rwanda
CEBECO	Communauté des églises baptistes au Congo
CNKI	Comité national du Kivu
COBELMIN	Compagnie belge d'entreprises minières
DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration
Ex-FAR	Ex-Forces armées Rwandaises
FARDC	Forces armées de la République démocratique du Congo
FDLR	Forces démocratiques de libération du Rwanda
FPR	Front patriotique rwandais
FSK	Fond social du Kivu
IDHE	Innovation pour les droits humains et l'environnement
MOSHA	Mutuelle des originaires de Shabunda
MSF-H	Médecins sans Frontières/ Hollande
QIP	Projet à impact rapide
RCD	Rassemblement congolais pour la démocratie
RM	Raïa Mutomboki
SAAK	Société agricole auxiliaire du Kivu
SAKIMA	Société aurifère du Kivu-Maniema
CEFAKI	Société de chemin de fer du Kivu

Shabunda est l'un de huit territoires que compte la province du Sud-Kivu (Kalehe, Kabare, Walungu, Idjwi, Fizi, Uvira, Mwenga et Shabunda). Situé tout à l'ouest de la province, le territoire de Shabunda est limitrophe de la province du Maniema. Avec ses 25.412 km², Shabunda est le territoire le plus étendu, le moins accessible par voie routière, mais aussi le moins peuplé de la province du Sud-Kivu. Comme tous les territoires de cette région, Shabunda connaît un contexte sécuritaire instable depuis la seconde moitié des années 1990. Pourtant, il bénéficie de moins d'attention, aussi bien de la part du gouvernement congolais que de celle des ONGs des secteurs de l'humanitaire et du *peacebuilding*, très actives dans l'Est de la RDC. Ce rapport de recherche explique cette exception par l'enclavement du territoire de Shabunda, qualifié par certains de « territoire oublié »¹, et porte une attention particulière sur les dynamiques socio-économiques et sécuritaires qui s'y développent en vase clos. Les recherches ont été menées par une équipe de six personnes déployées sur trois sites : la chefferie de Bakisi, la chefferie de Wakabango I et la ville de Bukavu. En chefferie des Bakisi, des entretiens semi-directifs ont été conduits sur deux axes géographiques : Nyalubemba-Kigulube et Kigulube-Nzovu, tandis que dans la chefferie de Wakabango I, c'est l'axe Shabunda-Centre-Kalole via Penekusu qui a retenu l'attention des chercheurs. Ces derniers ont interrogé une diversité d'acteurs dont des représentants des autorités locales, des exploitants miniers, des « anciens miliciens », des opérateurs économiques, des personnes assurant des services de sécurité et des habitants. Aux données de terrain se sont ajoutées des données issues d'archives, provenant pour la plupart de Bukavu. Les données

¹ "Territoire oublié" est l'expression utilisée par plusieurs "notables" originaires de Shabunda résidents à Bukavu.

ainsi collectées ont été complétées par l'apport de la rare documentation écrite disponible sur Shabunda.

Le choix des axes de recherche ne s'est pas fait au hasard. Kigulube, chef-lieu de la chefferie des Bakisi est le point d'intersection des deux premiers axes. Il connaît plusieurs dynamiques violentes depuis la seconde moitié des années 1990 jusqu'à ce jour. Lieu de retraite des groupes armés rwandais et de leurs dépendants en 1998, Kigulube a également connu une intense activité de groupes armés Maï-Maï. Quant à Nzovu, il s'agit d'un ancien centre minier de la Société Minière du Kivu qui donne accès au couloir écologique du Parc National de Kahuzi Biega. Cela en fait un lieu stratégique pour tous les groupes armés locaux et étrangers (rwandais) qui ont opéré dans la zone, car ils pouvaient s'y nourrir du braconnage et y exploiter les ressources minières. Le troisième axe quant à lui, principalement Kalole, a vu naître et se répandre les groupes armés de la nébuleuse Raïa Mutumboki (RM). Ceux-ci ont sérieusement affecté le paysage social, politique, économique et sécuritaire de la zone. L'argument central de ce rapport est le suivant : de la même manière que l'enclavement de Shabunda offre une configuration en vase clos favorable au développement de dynamiques d'insécurité, cette configuration favorise aussi le déploiement d'une gouvernance locale plus ou moins fragmentée, qui concourt à la mise en place d'un cadre d'exploitation sauvage des minerais par une constellation d'acteurs aussi bien nationaux qu'étrangers. Tout cela a contribué à remodeler le paysage rural. Il s'agit en réalité d'un *enclavement fissuré* dans la mesure où le territoire reste ouvert aux opportunistes de tous bords, tandis que de l'État congolais c'est principalement « l'absence » qui est perceptible.

Ce rapport comporte quatre sections. Après la présente partie introductive, la première section se consacre brièvement à restituer l'histoire récente de Shabunda. La deuxième section présente le profil actuel de ce territoire et fait le lien entre son enclavement et l'émergence d'espaces difficiles à gouverner. La troisième partie décrit les dynamiques économiques, sécuritaires et humanitaires du territoire et procède à la relecture du phénomène Raïa Mutumboki en interrogeant les défis de la démobilisation. Enfin, la quatrième section analyse l'*enclavement fissuré* de Shabunda avant d'arriver à une conclusion incluant de nouvelles perspectives pour la recherche et les acteurs actifs dans la région.

Une brève page d'histoire récente

L'histoire récente continue de rappeler que Shabunda a souvent été un lieu stratégique durant les conflits armés passés dans la région à différentes époques. Cela a été le cas aussi bien dans le contexte colonial que durant la Crise congolaise des années 1960, ou encore durant les rebellions des années 1990 ou lors de l'émergence de nouveaux groupes armés après le Dialogue inter-congolais tenu en Afrique du Sud (2002), qui constitue un repère important dans le processus de pacification de la RDC.

2.1. Dans le contexte colonial

La Conférence de Berlin de 1885 avait donné au Royaume de Belgique l'autorisation d'occuper le Congo de manière effective au nom de la lutte contre les esclavagistes, dont le plus grand centre de négoce se trouvait à Nyangwe, dans l'actuelle province du Maniema (Lebigre 1980). Le territoire de Shabunda constituait un des lieux de passage des Arabes et arabisés qui étaient impliqués dans la traite des Noirs. C'était entre autres pour mettre fin à ce commerce d'êtres humains que le Commandant Crone, un officier militaire allemand, avait créé le poste de Shabunda (chef-lieu du territoire) en 1904 (Kisala 2006). Mais une fois les Arabes et les Arabisés maîtrisés, le territoire de Shabunda a perdu sa position stratégique. Plus tard, l'implantation des premières sociétés minières dans la zone a conduit l'administration coloniale à accorder à nouveau de l'attention à Shabunda.

2.2. Le contexte des rebellions des années 1960s

Une semaine après la proclamation de son indépendance le 30 juin 1960, la jeune République du Congo sombre dans le chaos. En 1964, alors qu'une rébellion conduite par Pierre Mulele embrase le Kwilu (dans l'Ouest du pays), les rebelles *simba* conduits par Gaston Soumialot s'implantent dans le Kivu à partir d'Uvira (Ndaywel è Nziem 1998), grâce à l'implication de leaders locaux comme Marandura et Bidalira (Mugisho 1999). En août 1964, les troupes de l'Armée Populaire de Libération occupent Shabunda (Iyananio 2015). La rébellion est vaincue en 1965 mais quelques rebelles *simba* restent dans cette zone, précisément dans la chefferie de Wakabango I (groupement d'Ikama), jusqu'en 1985.² Des violences sont perpétrées par les rebelles *simba* dans cette partie du Sud-Kivu, ayant pour toile de fond des rivalités politiques pour le contrôle du pouvoir local entre les Banyikama et les Banankuku.

Ces deux premières périodes de crises n'ont pas impacté significativement le contexte social, politique et économique à Shabunda. Cela s'explique peut-être par le fait qu'il s'agissait de conflits de courtes durées. Les routes nationale 2 (RN2) et provinciale (RP) 502 (Burhale–Shabunda) étaient encore (plus ou moins) praticable et Shabunda comptait encore parmi les greniers du Sud-Kivu. Ce territoire fournissait à Bukavu principalement du riz (Buchekuderhwa 2005), des arachides et de l'huile de palme. Au début des années 1990, la RN2 et la RP502 deviennent impraticables. Le territoire de Shabunda connaît alors un enclavement propice au développement de dynamiques d'insécurité en « vase clos », qui culminent avec l'émergence d'espaces de pouvoir militarisés dans cette zone dès la seconde moitié des années 1990.

² En en 1985 Mwando Nsimba (alors gouverneur du Sud-Kivu) parvint à obtenir la capitulation de plusieurs « chefs de bandes » opposés au régime de Mobutu. Seuls lui avaient résisté à l'époque Laurent Désiré Kabila, Mbumba Nathanël et Luecha.

2.3. Les incidences du conflit rwandais et des rébellions des années 1990

L'historicisation de l'insécurité qui prévaut encore actuellement à Shabunda ne saurait faire l'économie d'un rappel concernant le contexte sociopolitique au Rwanda voisin ayant abouti au génocide de 1994. Ce pays faisait alors face à une rébellion qualifiée de « tutsi » par le régime « hutu » du président Habyarimana et menée par le Front patriotique rwandais (FPR) et son armée depuis l'Ouganda voisin : le conflit était à la fois politique et ethnique. Le 6 avril 1994 l'avion du Président rwandais Habyarimana est abattu dans des circonstances qui n'ont toujours pas été élucidées à ce jour. Aussitôt après la mort du président dans cet attentat, le pays sombre dans la violence extrême : le génocide ciblant les Tutsi d'une part et l'intensification de la guerre entre le FPR et les ex-Forces Armées Rwandaises (ex-FAR) de l'autre (Smith 2004). En juin 1994, le FPR défait les ex-FAR et prend le pouvoir à Kigali. Le pays passe sous le contrôle d'une junte militaire issue de la communauté tutsi. Craignant les éventuelles représailles du nouveau régime, les dignitaires du régime génocidaire sont contraints à l'exile. C'est dans ce contexte qu'une véritable marée humaine se déverse dans l'Est de la RDC. Plusieurs camps de réfugiés sont érigés le long des frontières rwando-zaïroise et burundo-zaïroise (Luvungi, Hongo, Nyamirangwe, Inera, Kashusha, etc.). Depuis ces vastes *sanctuaires humanitaires* (Tressier 2005) parsemant désormais la région, s'organisent des rébellions contre le Burundi et le Rwanda. La menace que représentaient ces camps mêlant civiles et miliciens armés, à proximité des frontières avec ces deux pays, fut l'un des arguments majeurs invoqués pour justifier l'intervention du Rwanda, du Burundi et de l'Ouganda en RDC en 1996.

C'est donc avec ces raisons sécuritaires à l'appui qu'en septembre 1996 les armées burundaise, rwandaise et ougandaise participent activement à la campagne militaire menée par la rébellion de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo/Zaïre (AFDL) contre le régime de Mobutu. Les premières attaques menées dans la région du Kivu se traduisent par le « démantèlement » de tous les camps de réfugiés, opérations lors desquelles plusieurs réfugiés sont rapatriés de force au Rwanda tandis que d'autres sont massacrés. Les rescapés, parmi lesquels des éléments des ex-Forces armées

rwandaises et des *interahamwe* (milices hutu génocidaires), se dispersent dans les forêts congolaises, notamment dans le territoire de Shabunda. C'est à cette époque que remonte l'émergence sur le territoire des dynamiques d'insécurité qui prévalent toujours à l'heure actuelle.

Fin septembre 1999, alors que la RDC fait face à une rébellion de plus, conduite par le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), les responsables des résidus de l'ex-FAR et des *interahamwe* ont déjà mis sur pied un groupe armé très éphémère : l'Armée pour la Libération du Rwanda (ALiR), un des noyaux durs autour duquel se constituent plus tard les Forces

démocratiques de libération du Rwanda (FDLR). Cette rébellion est basée à Nzovu, en territoire de Shabunda. Durant la même période, de nombreux groupes armés locaux opposés au RCD voient le jour, regroupés sous l'appellation de Maï-Maï (Vlassenroot 2002). Dans le Sud-Kivu, le mouvement Maï-Maï le plus important se constitue à Bunyakiri avant d'implanter son état-major à Lulingu, dans le territoire de Shabunda. Cette phase de la guerre est caractérisée par des alliances très mouvantes entre les Maï-Maï et les miliciens hutu rwandais, mais aussi par une cohabitation très difficile entre les populations locales et les réfugiés. L'insécurité toujours croissante dans la région (pas seulement à Shabunda) pousse ainsi la « communauté internationale » à ramener les belligérants autour de la table des négociations, tandis qu'un premier accord de paix signé à Lusaka le 10 juillet 1999, n'avait pas été appliqué faute d'adhésion du gouvernement congolais.

2.4. L'Après Sun City... la loi de la jungle dans une véritable jungle

En 2001 le Président Laurent-Désiré Kabila est assassiné à Kinshasa. Sa disparition contribue à accélérer le processus de paix amorcé avec l'Accord de Lusaka : pour la première fois des évolutions notables semblent possibles. Les négociations reprennent en 2002 sous la forme d'un « dialogue inter-congolais » organisé en Afrique du Sud. L'accord dit Accord Global et Inclusif issu de ce dialogue met officiellement fin à la guerre. Les Maï-Maï basés à Shabunda et qui s'étaient alliés aux miliciens hutu rwandais ont eux aussi rejoint le processus de paix, faisant perdre aux milices rwandaises un appui important. Mais le vide laissé par les Maï-Maï tourne rapidement

à l'avantage des milices hutu rwandaises. Devenus très mobiles à partir de 2003, les FDLR contrôlent toute la localité de Nyambembe/Lulingu désormais appelée Kigali II. Ils y instaurent principalement deux structures pour assurer une gestion militarisée de leur espace de pouvoir : le bureau de liaison et la « commission mixte ».

Tenu par un certain Commandant Safari (un nom d'emprunt), le bureau de liaison était constitué d'une dizaine de miliciens et avait pour mission de contrôler les miliciens qui exerçaient des activités lucratives à Nyambembe ; faire la jonction avec la « base militaire » hutu qui était implantée à Walikale au Nord-Kivu ; organiser une résistance en cas d'attaque des camps des réfugiés ; et récolter les cotisations des « civiles » pour « l'effort de guerre ». Quant à la « commission mixte », elle était constituée par le chef du bureau de liaison et ses conseillers d'une part et de l'autre par le chef de localité de Nyambembe et ses conseillers. Sa mission était de trouver des solutions aux différends qui opposaient les réfugiés à la population locale : tueries, viols et exactions sur les paysans pour non-paiement d'une contribution à la survie des milices, cas d'insolvabilité de paysans face aux miliciens commerçants, cas de litiges sur la gestion des champs, etc. La commission mixte n'est pas parvenue à remplir sa mission et la détérioration toujours croissante de la situation sécuritaire dans la contrée a favorisé l'éclosion de la résistance Raïa Mutomboki en 2005.

Le territoire de Shabunda aujourd'hui

Cette section est consacrée à une brève présentation du profil actuel du territoire de Shabunda. Elle comporte trois points. Le premier décrit Shabunda comme un vaste territoire forestier « enclavé » et dépeint le profil démographique du territoire. Le second point décrit Shabunda comme un « eldorado perdu dans une jungle » selon l'expression d'un député national.³ Le dernier point expose les incidences de cet enclavement sur la gestion de cet espace.

3.1. Un vaste territoire forestier « enclavé »

La littérature sur l'ouverture et la fermeture des espaces ruraux en Afrique identifie trois éléments caractéristiques des zones rurales sur ce continent : « une dispersion de la population, un manque relatif d'infrastructures économiques et administratives [...] et une dépendance au système de transport » (Yesguer 2009). Le territoire de Shabunda correspond parfaitement à la description faite par ces trois caractéristiques.

3.1.1. LA DISPERSION DE LA POPULATION

Le territoire de Shabunda est constitué d'une très grande forêt faiblement peuplée. Il n'existe pas de données démographiques fiables concernant la zone. Les effectifs publiés par l'état civil de Shabunda en 2021 estiment sa population à 1,501.217 habitants, soit 59/km² alors que les données de la Division Provinciale de la Santé de 2020 font état de 754.960 habitants, soit 29,9/km². Globalement, le territoire est considéré comme sous-peuplé,

³ Entretien n°17, Kinshasa, 16 juillet 2021.

notamment en raison du fait que, depuis la résurgence de la milice Raïa Mutomboki en 2011, plusieurs familles ont fui la violence et l'insécurité dans la zone pour s'installer à Burhale au Sud-Kivu ou à Kindu au Maniema ou ailleurs.⁴ L'occupation de Shabunda par la population se présente comme un chapelet de villages alignés le long de la route qui relie la ville de Bukavu à Shabunda (chef-lieu du territoire) via Burhale (territoire de Walungu). Le tableau ci-après offre un aperçu de ces villages dispersés.

Tableau 1. Subdivisions administratives (Matenda, n.d.)

CHEFFERIES	SUPERFICIE	GROUPEMENTS	CHEF-LIEU DE GROUPEMENT	NOMBRE DE VILLAGES
BAKISI	17 432 Km ²	Bachunga	Mapimo	45
		Bamuguba-Nord	Lulingu	83
		Bamuguba-Sud	Kigulube	144
		Bangoma	Matili	46
		Bagabo	Mutunda 1	34
		Baliga	Mulungu	102
		Beigala	Kikamba	41
WAKABANGO I	7784 Km ²	Bastabyale	Kalole	4
		Batali	Mulongo	36
		Ikama-Kasanza	Lwatamba	127
		Nkulu	Penekusu	74

⁴ Entretien n°17, déjà cité.

Le vaste territoire de Shabunda ne compte que deux grandes collectivités-chefferies à savoir Bakisi et Wakabango I. Ces deux entités comportent dans l'ensemble 11 groupements. Le chef-lieu de Bakisi est établi à Shabunda-Centre dans le groupement de Bangoma tandis que celui de Wakabango I est établi à Kalole dans le groupement de Basitabyale. Chaque collectivité est dirigée par un chef de collectivité, le Mwami, jouissant du pouvoir coutumier. A côté de ce pouvoir traditionnel, il y a un administrateur du territoire qui représente et exerce le pouvoir étatique. Mais la dispersion des villages et l'impraticabilité des routes rend difficile l'administration effective de cet espace.

3.1.2. DES INFRASTRUCTURES ET DE LA DÉPENDANCE AU SYSTÈME DE TRANSPORT

La présence des infrastructures joue un rôle important dans l'ouverture des espaces ruraux et le déploiement de l'état. Or, sur ce terrain, la RDC en tant qu'état ne parvient pas à remplir sa mission. Toutes les zones rurales sont défavorisées par le manque d'infrastructures qu'il s'agisse de routes, d'écoles, d'hôpitaux, etc. Pour ce qui est des routes en particulier, si presque tous les territoires ruraux sont difficilement accessibles dans le pays, celui de Shabunda est tout simplement « inaccessible ». En effet, la route N.502 qui relie Burhale à Shabunda est dans un état de délabrement très avancé, si bien que même les motocyclistes ont du mal à accéder à cette zone. En réalité, il s'agit d'un « enclavement fissuré » parce que le territoire demeure accessible par voie aérienne, empruntée par de petits avions de fortune, des *Antonov An-2* ou encore *An-14* datant du lendemain de la Seconde Guerre Mondiale et qui n'opèrent plus sous d'autres cieux que ceux de la RDC. Les données statistiques les plus récentes rapportent environ 13 vols par semaine entre Bukavu et Shabunda, soit une moyenne de 52 vols par mois.⁵ Le territoire est desservi par des « aérodromes » qui servent davantage à évacuer les minerais vers Bukavu à destination d'horizons « inconnus », qu'à faciliter l'accès à la zone aux administratifs provinciaux ou à la population.

⁵ Entretien n°3, Bukavu, 12 avril 2021.

Tableau 2. Les aérodrômes opérationnels dans le territoire de Shabunda⁶

N°	AÉRODROME DE	GROUPEMENT	CHEFFERIE	OBSERVATION
1	Tchambogo	Bamuguba-Nord	Bakisi	Privé 19 ^e CEBECO
2	Tchonka	Bamuguba-Nord	Bakisi	Privé SAKIMA
3	Tchamombe	Baliga	Bakisi	État
4	Katanti	Batchunga	Bakisi	Privé 19 ^e CEBECO
5	Nzovu	Bamuguma-Sud	Bakisi	Privé SAKIMA
6	Kakozi	Bamuguba-Sud	Bakisi	Privé 19 ^e CEBECO Non Opérationnel
7	Kabilu	Beyigala	Bakisi	Privé Non opérationnel
8	Nyalukungu	Nkulu	Wakabango I	Privé population
9	Lusenge	Nkulu	Wakabango I	Chefferie
10	Kitindi	Ikama-Kasanza	Wakabango I	Privé Population
11	Namoya/ Salamabila	Batali	Wakabango I	État

L'accès à ce mode de transport aérien n'est pas accessible à la masse de la population locale qui vit dans un état d'extrême pauvreté financière. Un billet aller-retour peut coûter jusqu'à 500 USD par passager pour un vol de 32 minutes : un véritable luxe. Seuls les commerçants impliqués dans le trafic de minerais et les acteurs politiques disposent des moyens de se

⁶ Source : Service de la RVA à Kavumu. Informations confirmées par Entretien n°3. Namoya et Salamabila sont actuellement géré depuis le Maniema mais appartiennent sur le papier au Sud-Kivu.

payer le transport aérien vers la ville, tandis que ceux que l'on appelle les « gagne-petit » n'ont pas d'autre option que de recourir à une nouvelle catégorie de transporteurs : les *sukumeurs*. Issu du verbe swahili *kusukuma* qui veut dire pousser, le terme francisé *sukumeurs* signifie littéralement « ceux qui poussent », en l'occurrence des motocycles ou les vélos. *Sukumeur* désigne une nouvelle catégorie professionnelle privée : les transporteurs de marchandises à vélo. Pour braver l'enclavement, les jeunes *sukumeurs* parmi lesquels beaucoup viennent de la province du Maniema, chargent les marchandises et autres biens de leurs clients sur des vélos qu'ils poussent sur de longues distances, faute de pouvoir les faire rouler autrement. Le vélo chargé à outrance (parfois jusqu'à dix sacs de ciment, soit 500 kg) est poussé par deux à trois personnes jusqu'à destination. Les *sukumeurs* transportent toutes sortes de biens : carburant, matériaux de construction, vivres etc., et participent activement à la transformation du paysage rural de Shabunda. C'est en partie grâce à eux que des cités comme Kigulube et Katchungu connaissent une dynamique de rurbanisation. Les *sukumeurs* sont devenus tellement incontournables que, selon un ancien milicien Raïa Mutomboki, ces nouveaux transporteurs sont très rarement attaqués. Ils entretiennent de bonnes relations avec les chefs de milices. Moyennant paiement, le passage leur est facilité.⁷ Mais ils doivent également s'acquitter d'autres taxes auprès des agents de la chefferie ou de l'administration publique. Faire face à cette forme de gouvernance locale de prédation fait désormais partie de la « route ».

3.2. Shabunda : un espace ingouvernable ?

Lors d'un débat radiodiffusé à Bukavu, un analyste politique qualifiait le chef de l'exécutif provincial de « Gouverneur de la ville de Bukavu » et non de la province du Sud-Kivu.⁸ Par la même occasion, il fustigeait le fait que le « Gouverneur n'avait jamais mis ses pieds à Shabunda » et qu'il serait « déconnecté des réalités que vivaient ses administrés ». En effet, Shabunda compte parmi les territoires où l'absence de l'État est la plus visible, si bien que pour faire face au quotidien, les populations ont appris à se prendre en

⁷ Entretien n° 2, Isezya, 18 mars 2021.

⁸ Radio Maendeleo, Émission Paix et développement, avril 2021.

charge. Deux facteurs majeurs ont favorisé l'émergence « d'espaces ingouvernables » dans cette zone. Il s'agit tout d'abord de la contestation du pouvoir coutumier et ensuite de la persistance des activités milliciennes, principalement celles conduites par les résidus Raïa Mutomboki. S'agissant de la contestation du pouvoir coutumier, il est important de préciser qu'avec le contexte de guerres qui a prévalu dans la région en 1996 et 2003, les principales autorités coutumières ont quitté le territoire pour s'installer soit à Kinshasa soit à Bukavu où ils occupent des postes politiques et/ou conduisent des activités économiques. A Shabunda, ils ont installé des intérimaires qui seraient plus occupés à tirer les dividendes de l'exploitation minière qu'à gérer le quotidien des entités de base, comme en témoignage cet extrait d'entretien à propos de la chefferie de Bakisi :

Le Mwami Auguste Mopipi était impliqué dans la résistance au RCD. Lorsque les rebelles ont occupé Shabunda, il a fui. Et depuis qu'il est parti à Kinshasa en 1999 il est revenu deux fois seulement pour des visites de courte durée. Il a abandonné le pouvoir coutumier à son frère Paul Mopipi qui est incapable de trouver des solutions aux conflits qui opposent les clans autour de collines minières. Il se contente juste de petites redevances qu'il reçoit avec la floraison des dragues sur la rivière Ulindi, et c'est tout.⁹

Dans la collectivité de Wakabango I, c'est la gestion à distance de la chefferie qui est contestée par certains administrés. En effet, bien qu'ayant adhéré au RCD en 1999, le Mwami Raymond Moligi Mabaze issu de Wakabango I et qui n'était pas très menacé à Shabunda tout comme son homologue de la chefferie de Bakisi, a préféré diriger la chefferie à partir de Bukavu pour des raisons sécuritaires. Selon ses partisans, ce choix était justifié dans la mesure où certains de ses rivaux basés dans les groupements Nkulu et Ikama-Kasanza avaient opté pour la résistance Maï-Maï et pouvaient donc attenter à la vie du Mwami. Après sa mort le 26 octobre 2007, les successeurs de Raymond Moligi Mabaze (Damson Moligi, Abeli Moligi dit « Kidyaba » et Marcel Moligi) ont aussi dirigé la chefferie à partir de Bukavu comme le fait le régent actuel, Eric Moligi Mabanze. Le vide laissé par ces dépositaires de l'autorité coutumière ayant déserté leurs chefferies agit comme un appel d'air. Dans cet espace vacant se forment d'autres modes de gouvernance

⁹ Entretien n° 18, Bukavu, 16 octobre 2021.

locale, à la tête desquels on trouve des acteurs armés et des intérimaires coutumiers qui ont de la peine à conquérir leur légitimité. Cette gouvernance locale constitue aussi une opportunité exploitée par une frange de la nouvelle élite politique pour réclamer des réformes administratives. Pour cette nouvelle élite, L'expérience de la chefferie a échoué chez nous (à Shabunda). Que ça soit pour les Bakisi ou les Wakabango I. Cet échec n'est pas seulement lié à l'incompétence de ces Bami. Il est aussi lié aux multiples conflits au sein de ces pouvoirs coutumiers (Kisakati 2013). En effet, les jeunes élites souhaitent des réformes administratives en profondeur, espérant qu'il en résultera des entités gouvernables. De manière générale, ces jeunes militent pour la transformation des chefferies en secteurs.¹⁰ L'antagonisme entre partisans du secteur et ceux de la chefferie a traversé toute l'histoire du territoire de Shabunda. Il est consacré dans la chefferie de Bakisi par l'expression « Conflit entre les Trois et les Quatre groupements ». ¹¹ Dans le contexte de guerre des années 1990-2000, il s'exprime de plus en plus sur le territoire de Wakabango I en général et principalement dans le groupement de Ikama-Kasanza, berceau des Raïa Mutomboki.

Pour expliquer la persistance de l'activité milicienne dans la zone, il faut tenir compte de la fragmentation des Raïa Mutomboki. Peu après l'adhésion populaire qui avait caractérisé les premiers instants des Raïa Mutomboki à Shabunda en 2005 et en 2011. cette milice a exposé des frictions internes (en termes de communautés et des clans) qui permirent la naissance plusieurs branches des Raïa Mutomboki (Cf. Infra, pt 3.) La fragmentation qui participa à l'émiettement des franchises qui opéraient sur le territoire de Shabunda prit appui d'abord sur les clivages entre chefferies (Wakabango I et Bakisi), puis,

¹⁰ Si la chefferie et le secteur sont toutes les deux des entités décentralisées, la différence entre l'une et l'autre réside dans le mode d'accès au pouvoir. Alors que dans la chefferie la succession est régie par la coutume, dans le secteur le chef est désigné par l'autorité politique.

¹¹ La collectivité de Bakisi compte sept groupements que la « géopolitique » locale classe en deux blocs : ceux de « *ntata* » (les montagnes ; à l'Est) et ceux de « *malinga* » (la plaine ; à l'Ouest). Il s'agit des groupements de Bamuguba Nord, Bamuguba Sud et Balinga pour le « *ntata* » et des groupements de Bachunga, Beigala, Bangoma et Bagabo pour le « *malinga* ». Les groupements de « *ntata* » sont favorables au maintien de la chefferie tandis que ceux de « *malinga* » voudraient passer au secteur. C'est là l'aspect dominant des antagonismes connus sous l'expression « conflit entre les Trois et les Quatre groupements », qu'on appelle aussi « Conflit Trois-Quatre ».

au sein des chefferies, les seigneurs de guerre se sont démarqués en fonction des groupements et enfin, au sein des groupements, des factions sont apparues sur la base des appartenances claniques. Deux grandes tendances s'étaient alors nettement précisées. D'un côté les Raïa Mutomboki du groupement de Bamuguba-Nord (avec Eyadema et Kikuni comme leaders) et de l'autre ceux de Bamuguba-Sud (avec Ngandu Lundimu et Donat Kengwa Omari). Actuellement les factions sous-communautarisées occupent ce que chacune appelle son « eneyo yetu » (« notre espace »), réduisant ainsi l'espace du pouvoir de la chefferie et empêchant l'accès de l'état aux zones qu'elles contrôlent. Il en résulte que des pans entiers du territoire de Shabunda ne sont pas administrés.

Un représentant des autorités provinciales a justifié ce retrait de l'État par le fait que « le territoire est enclavé ». Pourtant, les services provinciaux attachés à la Division des Mines par exemple, y sont bel et bien présents, ce qui alimente chez certains membres des élites locales de Shabunda le sentiment que l'enclavement serait voulu par les autorités étatiques, dans la mesure où il profiterait à une petite poignée d'opérateurs politico-économiques basés à Bukavu. Ces derniers auraient même déclaré, en 2007 : « on n'entretient pas un sentier qui mène au champ » ! En effet, les pistes que les paysans de Shabunda empruntent pour accéder à leurs champs ne sont pas entretenues. Elles sont même envahies par l'herbe et leurs « tracés » changent de direction à tout moment. Pour les élites de Shabunda, cette déclaration était grave. Elle suggérerait que les autorités provinciales n'envisageaient aucun projet pour désenclaver le territoire de Shabunda . La question de l'impraticabilité de la RP502 est désormais politisée et intégrée à l'argumentaire brandi par certains acteurs politiques originaires de Shabunda pour réclamer la partition de la province du Sud-Kivu et l'érection de Shabunda en une province autonome.

3.3. Un territoire en perpétuelle quête d'autonomie

Le territoire de Shabunda occupe à lui seul 25.216 km² sur les 64.851 km² que compte la province du Sud-Kivu, soit légèrement moins que la superficie du Rwanda (26.338 km²) ou du Burundi (27.834 km²). L'administration de cet immense territoire a souvent été un casse-tête pour les autorités provinciales. Si sa partie ouest est tournée vers la province du Maniema, la partie orientale, elle, est tournée vers le Sud-Kivu. Selon un « notable » de la région¹², les élites de Shabunda ont toujours milité pour un redécoupage provinciale susceptible de permettre une bonne capitalisation des ressources humaines et naturelles disponibles sur ce territoire. C'est pourquoi, dès l'accession du pays à l'indépendance, ces élites étaient impliquées, aux côtés de leurs « frères Barega » vivant dans les territoires de Mwenga, pour la création d'un certain *District de l'Elila*. Ce district fut créé en 1961 sur une base essentiellement culturelle. Il devait regrouper les territoires de Mwenga, Pangi et Shabunda tous habités en majorité par les Barega (Willame 1964). Mais cette expérience échoua à cause de l'attitude équivoque du député national représentant Shabunda, François Mopipi (Mwami à l'époque), qui tentait de faire annexer ce territoire à la fois au Maniema et au Kivu-Central (l'actuel Sud-Kivu), deux provinces qui venaient d'être créées par la Loi du 14 août 1962. Shabunda fut alors déclaré « territoire contestée » et devait être dirigé par Kinshasa.¹³ C'est finalement un référendum organisé en mai 1965 qui trancha en faveur du Kivu-Central, sans pour autant que le problème soit complètement résolu. Entre temps, le Kivu-Central avait été intégré comme une sous-région, dans un ensemble plus vaste : le Kivu, regroupant les actuels Sud-Kivu, Nord-Kivu et Maniema.

En 1978, les autorités de Kinshasa proposèrent d'éclater le Sud-Kivu, en cinq sous-régions parmi lesquelles la « sous-région de Shabunda ». Cette dernière devait alors compter quatre zones rurales : Kigulube, Shabunda, Kingombe et Byunkutu.¹⁴ La proposition fut soumise au Commissaire d'état en charge de l'Intérieur et de la décentralisation le 10 mai 1978, mais elle ne fut pas

¹² Entretien n°5, Bukavu, 15 avril 2021.

¹³ Entretien n°6, Bukavu, 20 avril 2021.

¹⁴ MOSHA, pétition adressée au ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, Mwando Nsimba pour la création de la Province de l'Ulindi (1994).

retenue. Plus tard en 1994, estimant que le territoire de Shabunda était trop vaste pour être bien géré à partir de Bukavu, les membres de la Mutuelle des Originaires de Shabunda (MOSHA) basés à Kinshasa initièrent une pétition pour la création d'une nouvelle province devant couvrir cette espace. La province dite de « l'Ulindi », devait, selon leur projet, s'ouvrir vers l'Est via le territoire de Fizi. Cette démarche n'a pas abouti en raison de l'instabilité dans laquelle le pays sombra à partir de d'avril 1994, d'abord causée par l'afflux de réfugiés rwandais dans l'Est de la RDC puis poursuivie sous forme d'instabilité politique à partir de la rébellion de l'AFDL. Actuellement, le « combat pour l'autonomie » est relancé et prend la forme d'une quête pour la création d'une province de l'Elila.¹⁵ Ce projet est porté par une bonne frange des élites Barega, soutenue par certains miliciens Raïa Mutomboki.

¹⁵ Muzalia et al. (sous révision) *Réactivation des aspirations autonomistes dans les territoires de Fizi, Kalehe et dans « l'espace Elila » au Sud-Kivu : Les exemples de Minembe, Bunyakiri et du Bulega.*

4 |

Les Raïa Mutomboki : de « libérateurs » en bandits armés ?

La première formulation précise de la résistance armée Raïa Mutomboki (RM) remonte à mars-avril 2005 suite à des massacres perpétrés dans le village de Kyoka (Wakabango I) par des éléments FDLR (Stearns et al. 2013). Les FDLR avaient spolié et massacré douze personnes originaires d'un site minier. Ces massacres faisaient suite à d'autres perpétrés à Kakalanga et à Luidi-Sud où vingt-six personnes avaient été tuées. Mobilisés par Monsieur Jean Musumbu Mucheche, les RM étaient parvenus à expulser les éléments FDLR de la chefferie de Wakabango I. La contrée connaît alors une paix relative jusqu'en 2011. Entre temps, le plus grand bastion des FDLR s'était réinstallé à Nyambembe dans un village communément appelé « chez Bernard » jusqu'à ce que les FDLR et leurs dépendants le rebaptisent *Makutano*.¹⁶ De leur côté, ayant plus ou moins atteint leur objectif, les Raïa Mutomboki de Jean Musumbu Mucheche ont observé une « période de trêve » entre 2005 et 2008. Mais durant cette période, des éléments de l'armée nationale (FARDC) qui étaient affectés dans la zone commettaient des exactions sur la population civile.

Les Raïa Mutomboki se sont alors réactivés progressivement dans la mouvance de la Conférence de Goma (Stearns et al. 2013), une conférence initiée par les autorités congolaises dans le but de pacifier l'Est du pays. Plusieurs groupes armés s'étaient réactivés à cette occasion dans le but d'être conviés à participer à la conférence. Entre temps, dès 2010, les activités des FDLR

¹⁶ « Makutano » veut dire « rencontre ». Le lieu a été appelé ainsi parce qu'il a accueilli les réfugiés hutu venus de plusieurs territoires du Sud-Kivu et du Nord-Kivu après le démantèlement des camps de réfugiés par les troupes de l'AFDL en 1996.

avaient repris dans la zone. Plusieurs villages des groupements des Baliga, de Bamuguba-Nord et Bamuguba-Sud étaient gravement touchés par des actes de barbarie, auxquels les opérations militaires conjointes menées par les FARDC et la MONUSCO ne parvenaient pas à mettre fin. Tout cela a participé à la résurgence des Raïa Mutomboki en décembre 2011. Les nouveaux Raïa se sont alors inscrits dans une dynamique sociétale. Une réunion tenue sur l'avenue de l'hippodrome à Bukavu par quelques « notables de Shabunda », et où le Mwami intérimaire, Jean-Paul Mupipi, était invité, avait jugé de la nécessité de soutenir la résistance. Les *Bami*, ces gardiens de la culture lega, avaient ainsi donné leur accord pour mobiliser des éléments mystico-culturels des Barega (Musamba 2021).

Plus virulents que les Raïa de 2005, ceux de 2011 parvinrent à chasser les milices Hutu, non seulement de la chefferie de Wakabango I, mais de toute l'étendue du territoire de Shabunda. Bien plus, le label « Raïa Mutomboki » fut adopté par d'autres groupes armés opérationnels au Sud-Kivu qui n'avaient rien à voir avec le conflit qui opposaient les FDLR et les Raïa Mutomboki à Shabunda. Exprimant sa reconnaissance, la population surnomma le groupe « Raïa Mukombozi », c'est à dire « Citoyens libérateurs ». Mais cette légitimité fut de très courte durée. Dès 2013, le groupe a manifesté ses premiers signes de fragmentation interne, et commis de premiers abus qui lui ont valu d'être perçu comme un groupe de « libérateurs-tracasseurs », comme il en existe dans presque tous les groupes armés opérant dans l'Est de la RDC.

Début 2013, par exemple, quatre franchises étaient actives au sein des RM: la première était liée au groupe originel créé par Jean Musumbu en 2005; la deuxième était dirigée par Juriste Kikuni qui avait son état-major à Nduma dans le Nord-Shabunda ; la troisième opérait dans le Sud-Walikale où elle finit par se joindre aux combattants Maï-Maï Kifuafua et la quatrième, dirigée par Donat Kengwa, était déployée dans la partie orientale de Shabunda (Vogel 2014). Toutes ces factions ont été impliqués dans les actes de violence envers la population. C'est en réponse à cette fragmentation amorcé et pour tenter de restructurer les Raïa Mutomboki que n'acquiesça en 2013 une coalition éphémère qui prit le nom de *Coalition Raïa Mukombozi* et dont Daniel Meshe, Ngandu Lundimu, Sisawa furent parmi les principaux leaders.

Cependant, à partir de 2014, la nouvelle coalition a commencé à s'émietter, si bien qu'il n'existe plus à ce jour de groupes armés structurés dans le territoire de Shabunda. La reddition de Daniel Meshe le 19 novembre 2013 marqua la fin des *Raïa Mukombozi*. L'année suivante, en décembre 2014, le « Commandant » Juriste Kikuni et ses combattants décidèrent à leur tour de rejoindre le processus démobilisation. Fortement diminués, d'autres miliciens vont alors tenter de se démobiliser. Six ans plus tard, en septembre 2020, Ngandu et ses combattants décidèrent à leur de rejoindre un processus DDR. Ils participèrent aux concertations de Murhesa¹⁷ et apposèrent leur signature sur un accord de cessez-le-feu adopté à cette occasion. En attendant leur réinsertion dans la société, les combattants furent reçus dans un camp de transit à Nyamunyunye. Mais faute d'une bonne appropriation du processus par l'état congolais, les combattants retournèrent dans la forêt en 2021. Depuis lors les milices qui opèrent à Shabunda sont devenues plus des bandes armées rivales que des résistants poursuivant un objectif précis. Trois raisons peuvent expliquer cette fin sinistre pour les Raïa Mutomboki : tout d'abord, l'émergence des RM était essentiellement une réponse ponctuelle à une problématique de sécurité communautaire, ensuite dans sa stratégie de guerre, la milice avait mobilisé des éléments de la culture lega et enfin, Shabunda ne fait plus face à aucune menace armée extérieure comme c'est le cas des territoires de Kalehe et de Fizi par exemple (Verweijen et al. 2021, Bouvy et al. 2020).

4.1. Une réponse « ponctuelle » à un contexte sécuritaire particulier

Contrairement aux dynamiques de résistance dans les territoires de Fizi et/ou de Kalehe, plus ou moins inscrites dans une histoire au long court (les rebelles Simba à Fizi et les épisodes des Batiri et des Bangilima au Nord-Kivu), les Raïa Mutomboki s'étaient constitués comme une réponse ponctuelle à l'insécurité à Shabunda après le dialogue de Sun-City en Afrique du Sud. La milice s'était alors présentée comme une alternative efficace aux opérations militaires

¹⁷ Organisées du 14 au 16 septembre 2020, les concertations de Murhesa avaient mis autour des représentants de plus de 70 groupes actifs dans l'Est de la RDC. Ces concertations s'inscrivaient du Processus de DDRCS et avaient abouti à un accord de cessez-le-feu qui ne fut jamais appliqué. Et plusieurs combattants qui pourtant avaient déjà exprimé l'intention de démobiliser, avaient ainsi repris le chemin du maquis.

qui n'étaient pas parvenues à restaurer la paix à Shabunda. Les Barega pensaient qu'après le dialogue inter-congolais, le contexte sécuritaire allait évoluer positivement, ce qui ne fut pas le cas. Bien au contraire, les Maï-Maï qui étaient basés à Lulingu rejoignirent le processus de Sun City, laissant le champ libre, non seulement aux FDLR qui ont sérieusement insécurisé la zone, mais aussi aux FARDC qui ont commis toutes sortes d'actes répréhensibles qualifiés localement avec pudeur de « tracasseries ». Ce sont ces problèmes d'insécurité ponctuels que les Raïa Mutomboki avaient pour objectif de résoudre. Une fois cela fait, ils ont été confrontés à la nécessité de repenser leur lutte. C'est ainsi que, pour subsister au-delà du succès des opérations de 2011, les Raïa Mutomboki ont essayé de mettre en place une branche politique. Plusieurs notables basés à Kinshasa, à Bukavu, à Shabunda-Centre et à Kigulube avaient été sollicités pour aider à donner un sens à ce projet politique. Mais selon le responsable de la mutualité Lusu Lega de Shabunda, le contexte de l'après dialogue inter-congolais rendait inopportune une telle démarche. Les notables s'étaient contentés de recadrer les objectifs de la milice en formulant des revendications plus ou moins politiques et économiques, dont l'essentiel était axé sur la réhabilitation de l'axe routier Bukavu–Burhale–Shabunda et sur la régulation du secteur minier pour que les minerais de Shabunda contribuent au développement local. Mais ces notables n'ont pas donné aux RM le soutien matériel qu'ils attendaient d'eux, comme l'affirme cet ancien milicien :

Les notables n'ont pas compris que nous (Raïa Mutomboki) sommes une force capable d'influencer la politique provinciale et que ce n'est pas en écrivant les mémorandum qu'ils vont obtenir la route et encore moins la Province de l'Ulindi. Les Bashi ne sont pas prêts à nous accorder ça. Il faut les y forcer.¹⁸

4.2. La mobilisation des éléments mystico-religieux de la culture des Barega

Parmi les pratiques mises en place pour venir à bout des FDLR à Shabunda, les RM ont eu recours à des pratiques fétichistes (dawa) propres aux groupes Maï-Maï et déjà utilisées par Jean Musumbu dans les années 2000. Mais les RM se sont distingués en allant encore plus loin, invoquant l'élément le plus

¹⁸ Entretien n°8, Isezya, 19 mars 2020.

fort dans la culture des Barega, *kimbilikiti*,¹⁹ principal esprit et génie civilisateur des Barega. Selon plusieurs sources d'information, « c'est ce génie de la forêt qui était le 'commandant en chef' des opérations militaires. C'est lui validait les fétiches, décidait des jours des attaques et même des noms des opérations militaires à mener contre les FDLR ». ²⁰ La réactivation des RM après la Conférence de Goma poursuivait donc un but spécifique validé par *kimbilikiti*. Or, il se peut que cette approche culturelle de la résistance ait contribué à la fragmentation des RM. Théoriquement, en raison de l'ancrage de la résistance RM dans l'univers culturel et religieux lega, il était entendu que les éléments Raïa Mutomboki devaient retourner à la vie civile aussitôt résolu le problème contre lequel les Bami, détenteurs de l'autorité coutumière, avaient invoqué *Kimbilikiti*, commandant en chef du groupe armé, en premier lieu.²¹ Mais des chefs de factions ont développé leurs propres *dawa* indépendant, s'éloignant ainsi des pratiques coutumières véhiculées par le Bwami, terme qui désigne l'institution de la chefferie coutumière exercée par les chefs. Cette forme de « démocratisation des fétiches » a contribué à la fragmentation des Raïa Mutomboki, car dès qu'un combattant se croyait doté d'un *dawa* plus puissant que les autres, il s'appuyait sur les combattants de son clan et créait sa propre faction. Toutes ces factions étaient d'ailleurs nommées d'après leurs chefs de guerre (cf. tableau n°3).

4.3. L'implication des factions dans l'exploitation minière

C'est un fait connu que les groupes armés opérant à l'Est de la RDC sont souvent impliqués dans l'exploitation illégale de minerais. Sur un territoire aussi riche en minerais que Shabunda (le territoire est riche en coltan, cassitérite, or, wolframite etc.), il n'a pas fallu longtemps pour que se mette en place ce que Judith Verweijen appelle, dans un autre contexte, une exploitation minière

¹⁹ Personnage mythique le plus célèbre chez les Barega, *Kimbilikiti* intervient particulièrement dans la circoncision des jeunes et le rite de passage. « Génie civilisateur », il est le personnage principal du Bwami, la société initiatique de tous les Barega (dont ceux de Shabunda). Il joue ainsi un rôle très important la société.

²⁰ Entretien n°2, déjà cité.

²¹ L'idée originelle derrière la figure mystique de *Kimbilikiti* étant que ce dernier n'interviendrait dans la vie des humains que pour proposer des solutions à des problèmes spécifiques. Une fois ces solutions trouvées, il se retirerait et laisserait les Barega retourner à leurs occupations habituelles.

militarisée (Verweijen 2016). Dès 1999, le couloir écologique du Parc National de Kahuzi Biega fut envahi par des acteurs armés, principalement les FDLR. Ces miliciens rwandais avaient des activités minières et s'y adonnaient au braconnage. Les mêmes logiques d'exploitation minière ont été appliquées par les Maï-Maï du commandant Padiri sur l'axe Nzovu–Swiza–Lulingu. Après le retrait des Maï-Maï Padiri de la zone en 2003 et l'expulsion des FDLR par les RM en 2011, ces derniers s'étaient aussi intéressés aux minerais de Shabunda. Ce facteur économique a également agi dans le sens de la démobilisation progressive des RM et de la fragmentation du mouvement, comme le montre le témoignage suivant :

Au début de leur lutte les Raïa Mutomboki n'étaient pas directement impliqués dans l'exploitation minière. Ils exigeaient plutôt de l'effort de guerre aux exploitants des carrières [de minerais] en échange avec la sécurité. Avec l'arrivée des dragues, certains miliciens Raïa Mutomboki étaient devenus des agents de sécurité des exploitants. Cela les a détourné de leur combat initial (...).²²

En effet, si déjà avant 2013 les RM étaient en interaction avec des exploitants miniers, à partir de 2014 l'arrivée de plusieurs exploitants principalement chinois et indiens dans la région, a contribué à ce que les RM soient sollicités pour la sécurisation du matériel et des sites gérés par ces nouveaux venus, qui étaient perçus localement comme des « *conquistadores* ». Pour tenter de garder le contrôle sur les RM et sur la « rivière d'or », pour reprendre le titre d'un remarquable rapport de Global Witness sur la prédation de l'or à Shabunda (Global Witness 2016), certains exploitants chinois (Kunhou Mining) ont collaboré avec plusieurs factions des RM parfois opposées, concluant des arrangements avec ces dernières. C'est ce qui explique que les bénéficiaires directs de l'exploitation minière aient participé à démobiliser certains RM de la vie militaire, tandis que d'autres non.

²² Entretien °4, Isezya, 19 mars 2020.

4.4. Les particularités de Shabunda par rapport à d'autres zones où opèrent les milices

Le territoire de Shabunda présente une particularité par rapport aux autres foyers de violence actifs dans le Sud-Kivu notamment les territoires de Fizi et de Kalehe. Sachant que le territoire est enclavé et qu'il est éloigné des frontières de la RDC avec le Rwanda et le Burundi voisins, il ne subit pas autant de pression extérieure que le territoire de Fizi par exemple. Ce dernier est devenu le carrefour de plusieurs dynamiques locales et régionales insécurisées, liées à la présence dans les montagnes situées à proximité des frontières avec les pays voisins, de groupes armés étrangers (Verweijen 2020). En fait, la configuration de Shabunda n'offre pas de points d'ancrage aux dynamiques de conflit de longue durée comme c'est le cas à Kalehe et à Fizi, où, au-delà de la question sécuritaire, l'imbrication entre des enjeux fonciers et identitaires constitue le socle d'une conflictualité cyclique. Cette spécificité du territoire a une conséquence sur la survie des groupes RM. Privés de toute alliance milicienne étrangère et ne pouvant trouver une autre raison pertinente pour continuer la résistance, les RM ont été contraints de se rétracter. Le tableau ci-dessous présente ce qu'il reste du mouvement Raïa Mutomboki.

Tableau n°3 : Les groupes armés résiduels en territoire de Shabunda²³

DENOMINATION	RESPONSABLE	LOCALISATION
RM Sengi	Sengi Lusambta	Wakabango IcChez les Basitanyale
FPP (Force populaire pour la paix)	Ngandu Lundimu alias Baleine	Bamuguba-Sud à Kisenya
RM Charles Quint	Mutuza Madiadia alias Charles Quint	Baliga à Mulungu
RM Kabala	Kabala Musumbu	Wakabango I à Batali
Mai-Mai Makindu	Makindu Makintoshe	Wakabango I à Nkulu
RM Kazimoto	Kazimoti Ankus	Bamuguba-Nord à Nyabembe
RM Kimbalanga	Kimbalanga Sadiki	Bamuguba-Sud à Ikuti

²³ Source : tableau synthèse des données collectées à Isezya, Penekusu, Lusenge, Shabunda-Centre, Kigulube.

Les groupes référencés dans ce tableau n'ont plus vraiment le profil de groupes armés à proprement parlé. Il est de plus en plus difficile de rendre compte de leurs effectifs ou de localiser avec précision leurs bases dans cette vaste forêt. Leurs objectifs quant à eux ne sont plus clairement définis. Enfin, le gouvernement basé à Kinshasa ne perçoit aucune menace directe relative à leurs activités. Avec cet émiettement des RM, s'est développée une propension des miliciens à l'auto-démobilisation. Il faut cependant préciser que les combattants auto-démobilisés ne remettent pas leurs armes, soit parce qu'ils n'en ont pas (dans la mesure où il arrive souvent qu'une arme soit utilisée par plus d'une personne), soit parce qu'ils n'ont tout simplement pas voulu. Les « ex-combattants » se retrouvent ainsi dans plusieurs villages où ils mènent tout à la fois une vie de bandit, de milicien et de paysan ordinaire. Certains poursuivent des activités de banditisme tout en étant enseignants dans des écoles primaires ou secondaires, tenanciers de boutiques, acteurs dans des associations de la société civile, etc. C'est le concept même d'auto-démobilisation qui se trouve remis en cause par cette ambiguïté. C'est pourquoi un informateur a préféré parler de « relocalisation du combattant de la forêt au village ».²⁴ On pourrait aussi analyser ce phénomène comme une disparition de la frontière entre la forêt, comprise comme lieu de maquis rebelle, et le village, l'habitat naturel du paysan.

Un auto-démobilisé interrogé sur la nécessité de se conformer au processus DDR a donné la réponse suivante : « *Sisi ni raia, bata tu démobiliser juu twende wapi*²⁵ ? », qui signifie « nous sommes des civils, ils vont nous démobiliser pour que nous puissions aller où ? ». Un autre de ces auto-démobilisés a été plus précis : « Nous sommes des Raïa, c'est-à-dire le peuple et non des militaires. Nous ne sommes pas armés contre l'État, mais pour notre propre sécurité ».²⁶ Cette déclaration exprime très clairement l'existence d'une ambivalence fonctionnelle dans le comportement de ces libérateurs auto-proclamés. Il en résulte une extension sournoise du maquis dans le village, qui contraint la population à vivre dans l'insécurité au quotidien. Shabunda présente ainsi une particularité dans cette dynamique de *retour*

²⁴ Entretien n°5, déjà cité.

²⁵ « Nous sommes des civils, ils ne peuvent pas nous démobiliser ! Sinon c'est pour nous amener où ? »

²⁶ Entretien n°2, déjà cité.

circulaire qualifiant le mouvement pendulaire des combattants entre la vie civile et la vie militaire (Vlassenroot et al. 2020). Bien avant la militarisation de la zone, les armes de type *Calibre 12* étaient présentes à Shabunda et utilisées pour la chasse. La circulation d'armes de guerres dans le contexte de la résistance armée n'a fait que renforcer l'arsenal qui existait déjà. Certains auto-démobilisés gardent donc ces armes pour « l'usage pratique et non pour en abuser et semer le désordre »²⁷. La conséquence de cette situation ambiguë d'auto-démobilisation est l'émergence de « gangs ruraux ». Certains anciens RM qui assuraient la sécurité des exploitants miniers (dragueurs chinois en particulier) se sont dissimulés au sein de la population avec leurs armes et sont actuellement impliqués dans l'émergence de ces « gangs ruraux ». Le plus violent de ces groupes est dénommé « Bana Israël ». Il est très actif à Penekusu et à Lusenge. D'autres groupes commettent de la rapine dans leurs zones d'influence.²⁸

²⁷ Idem

²⁸ Entretien n°16, Penekusu, 20 avril 2021.

S'il est vrai que le frein majeur au développement de Shabunda est son enclavement, il est tout aussi vrai que l'accès difficile au territoire offre des opportunités contrastées aux différentes catégories d'acteurs sociaux, politiques et économiques qui interviennent dans la zone. Les opérateurs miniers peuvent y travailler très loin des regards de l'État alors que les petits commerçants sont obligés de marcher pour maintenir leur activité économique. Les acteurs du secteur de l'humanitaire quant à eux sont tout simplement très hésitants à s'y déployer.

5.1. Un contexte favorable à l'exploitation sauvage des minerais

Depuis l'époque coloniale (dès les années 1920), les minerais sont exploités à Shabunda. Deux grandes sociétés extractives étaient très actives dans la zone : la Compagnie belge d'entreprises minières (COBELMIN) et le Comité national du Kivu (CNKI). La COBELMIN était basée dans le groupement de Bamuguba-Nord. L'essentiel de ses infrastructures (central hydroélectrique, hôpital et divers autres équipements sociaux) était érigé à Lulingu. La CNKI quant à elle opérait dans les groupements de Bamuguba-Sud et des Baliga. Son centre principal était Nzovu (M'Beku 1982).

Ces sociétés ont participé au développement global du pays et de leurs zones d'implantation en particulier. Par exemple, la CNKI créa des sociétés auxiliaires dont la Société Agricole Auxiliaire du Kivu (SAAK) qui s'occupait des activités agricoles, la Société de Chemin de Fer du Kivu (CEFAKI), qui était impliquée dans l'aménagement de routes, et le Fond social du Kivu

(FSK), qui s'occupait de la scolarisation et de la santé (Kibande 1987). Toutes ces sociétés ont été opérationnelles et ont laissé des traces qui ont survécu à la colonisation. Les ruines en sont encore observables : des maisons de fonctionnaires de la Société, des bâtiments qui abritaient jadis l'hôpital de Nzovu, et des locaux délabrés qui abritent encore aujourd'hui certaines écoles primaires et secondaires fonctionnelles.

Au début des années 1980s, le secteur minier est en panne au Zaïre. Les prestigieuses compagnies minières de l'époque coloniale s'effondrent les unes après les autres. Dans son article sur la dislocation du secteur minier au Katanga, Rubbers donne une explication qui est valable pour toutes les autres compagnies héritées de la colonisation : « à partir du début des années 1980, la société publique (Gécamines) est victime de la prédation des responsables du régime en place qui vidangent le fonds de roulement de la société » (Rubbers 2004). Entre temps, le phénomène de l'exploitation informelle et/ou clandestine prend de l'ampleur. En 1982, le régime de Mobutu décide de libéraliser l'exploitation et la vente des matières premières. Le secteur minier informel était ainsi ouvert à tous (Vlassenroot et Raeymaekers 2003). Cela a participé à l'émergence d'une classe de « nouveaux riches ». L'implication des particuliers dans le secteur minier a ouvert une nouvelle ère dans l'exploitation des ressources minières du territoire de Shabunda. Des rivières comme, Ulindi, Lugulu, Elila, Mulombo, Lwamini et d'autres, ont été systématiquement envahies par les exploitants artisanaux.

Dix ans plus tard, c'est-à-dire au début des années 1990, enlisé dans un processus de démocratisation aporétique, le Zaïre de Mobutu est économiquement affaibli. En 1996, il sombre dans le cycle de guerre qui a facilité l'ouverture de l'espace minier congolais à des appétits prédateurs venus de tous les horizons. Le territoire de Shabunda n'a pas échappé à cette dynamique. Son enclavement « naturel » a offert un contexte favorable à l'émergence d'acteurs armés dans un premier temps, puis à l'exploitation semi-industrielle des ressources minières par dragues, et aujourd'hui à l'essaimage des dragues partout sur le territoire (COSOC-GL 2015). En effet, dès le début du cycle de guerre qui sévit le pays entre 1996 et 2003, les milices opposées à ce qu'elles identifiaient comme une invasion rwandaise se sont installées à Lulingu. Le choix de ce lieu n'était pas un hasard : il s'agit de l'ancien domaine

de COBELMIN. Les Maï-Maï venus de Bunyakiri et commandés par Padiri Bulenda y étaient impliqués dans l'exploitation minière. Entre 2003 et 2011, les FDLR aussi envahissent les zones minières dans le territoire de Shabunda (Vlassenroot & Marchal 2003). Selon un responsable d'Église, l'exploitation sauvage des minerais dans le territoire de Shabunda s'est intensifiée au début de l'année 2010 avec l'arrivée des premières dragues suceuses :

Je ne peux pas dire avec précision quand est-ce que les premières dragues sont arrivées à Shabunda. C'est un de nos adeptes qui a vu une embarcation sur la rivière Ulindi qui est venu nous informer. Puis, nous avons appris que ce matériel venu de Kisangani était muni d'une sorte pompe aspirante, faite pour extraire le sable du lit de la rivière.²⁹

S'il est vrai que les premières dragues sont venues de l'ex-province orientale, les suivantes sont arrivées d'un peu partout en RDC comme le précise si bien un rapport de la société civile (COSOC-GL 2015). Le niveau de rendement de ce « nouveau matériel » a tout de suite séduit les exploitants miniers basés à Shabunda, qui ont commencé à en fabriquer à Shabunda même. Selon un responsable de la société civile, Shabunda aurait déjà franchi le cap de 300 dragues fabriquées sur place et déployées sur les rivières Ulindi et Lugulu.³⁰ Mais de tous les « dragueurs », les chinois ont été les plus prédateurs. Arrivée à Shabunda en 2014, Kunhou Mining, une société chinoise était impliquée dans une exploitation semi industrielle utilisant des dragues munies de chaînes à godets. Le rapport réalisé par Global Witness en 2016 décrit en détails ce qui apparaît comme l'exploitation la plus sauvage de l'histoire minière de Shabunda, à tel point qu'en 2015, les chinois furent obligés de quitter Shabunda.

Mais le retrait des exploitants chinois n'a pas mis fin à l'exploitation minière par drague, tout comme il n'a pas ouvert la voie à la formalisation de l'exploitation minière dans la zone. Toutefois, un lent processus de qualification des sites miniers a été amorcé (Bubala 2020). Entre les années 2016 et 2018 seuls 61 sites, sur les 350 (estimations de 2018) que comptent le territoire, avaient été qualifiés. Quelques hommes d'affaires congolais réunis dans des

²⁹ Entretien n°7, Bukavu, 20 avril 2021.

³⁰ Entretien n°11, Bukavu, 20 avril 2021.

coopératives minières ou opérant individuellement ont encore leurs dragues sur les rivières Ulindi et Elila. L'espace de prédation se construit ainsi autour de quatre catégories d'acteurs.

Il y a tout d'abord les tenanciers des dragues. Ce sont généralement des personnes étrangères au milieu qui tissent des alliances avec certains membres des clans se réclamant « propriétaires des rives » d'un cours d'eau visé par l'exploitation. Moyennant des accords et autres arrangements sur les dividendes en or, ces « propriétaires des rives » garantissent aux tenanciers des dragues l'accès au lit de la rivière. Il y a ensuite toujours une faction des Raïa Mutomboki active dans la zone d'exploitation et qui offrent des services de sécurité en contrepartie de dividendes évalués en grammes d'or et dont la quantité varie selon le rythme de la production. Enfin, divers services spécialisés de l'État sont impliqués dans l'exploitation des minerais : la Direction Générale des Recettes Administratives et Domaniales (DGRAD) ; la Direction Provinciale de Mobilisation et d'Encadrement des Recettes (DPMER) ; la Direction Générale des Impôts (DGI) et la chefferie, qui prélèvent les taxes. Le mécanisme de collaboration entre ces acteurs est décrit par un informateur de la manière suivante :

Ici [ce] n'est pas une affaire de l'État ou des Groupes armés, c'est une affaire d'or ! C'est notre dénominateur commun. Les exploitants ont besoin de nous pour sécuriser leurs équipements, nous on a besoin de l'or pour nos besoins, l'État a besoin d'accéder aux exploitants pour prélever les taxes. Nous sommes obligés de travailler ensemble.³¹

Comme on peut le voir, la gestion des intérêts des uns et des autres autour des revenus du secteur minier à Shabunda n'a rien à voir avec les pratiques étatiques. Les agents de l'État sont aujourd'hui assimilés à une « bande de flibustiers » qui parcourent la forêt de Shabunda en quête de leur propre fortune, et non au service de « l'État ». Pour un notable interrogé à Bukavu, tout comme l'enclavement du territoire, ce système de prédation est voulu et entretenu par les autorités étatiques.

³¹ Entretien n°11, déjà cité.

5.2. Le calvaire des petits « commerçants ambulants »

Si les exploitants artisanaux et les sociétés minières clandestines trouvent un contexte favorable dans l'enclavement du territoire, les petits commerçants eux en souffrent. Ils doivent parcourir à pied des centaines de kilomètres pour écouler leur marchandise. L'existence de ce commerce ambulants n'est toutefois pas une nouveauté dans le territoire de Shabunda. Selon les informations collectées à Isezya, cette activité était depuis toujours exercée par des marchands Bashi qui venaient pour la plupart de Bukavu. Ceux-ci s'étaient spécialisés dans la fourniture de divers produits de première nécessité comme le sel, le sucre, les alumelles, les friperies, etc. :

Les anciens [commerçants] ambulants Bashi pratiquaient le commerce de village à village et parfois de porte à porte. Ils parcouraient la route avec leurs marchandises sur la tête. Aujourd'hui, certains parmi eux sont de grands commerçants et des notables à Bukavu. Certains vont même à Dubaï et d'autres en Chine pour chercher la marchandise. D'autres se sont sédentarisés à Shabunda où les Bashi contrôlent presque tout le commerce (...) Les nouveaux [commerçants] ambulants prennent beaucoup de risques. Non seulement ils n'ont plus de route, mais aussi ils doivent traverser des zones infestées par les groupes armés. C'est n'est pas facile.³²

Le commerce ambulants entre Bukavu et Shabunda via la route N.502 a toujours existé, mais le contexte lui a changé. Dans les années 1980s, même si de rares véhicules arrivaient encore à Kigulube, les commerçants ambulants et les trafiquants pouvaient se rendre en transport jusqu'à Kankinda, à 70 km de Bukavu. Le reste du trajet se faisait à pied mais le climat général était sécurisé. Les marchands bénéficiaient toujours de l'hospitalité environnante et pouvaient passer la nuit soit au niveau de la Baraza (la grande paillote où les sages se réunissaient le soir pour s'enquérir de la situation générale au niveau du village et trancher les palabres) soit dans les maisons des célibataires. Depuis le début du cycle de guerres, les commerçants sont de plus en plus impliqués dans la provision de produits vivriers et dans le trafic de minerais, et sont donc exposés à la loi des miliciens. Des barrières sont érigées par les miliciens et par des éléments des FARDC à intervalle plus ou moins régulier entre Kishadu et Kigulube, c'est-à-dire sur une distance d'environ

³² Entretien n°2, déjà cité.

80 km. Les commerçants « ambulants » Bashi et Barega qui opèrent sur cet axe sont tenus de donner en nature ou en espèce un « droit de passage » de plus au moins 500 FC par barrière.³³ Bien souvent, ils se font dépouillés de leurs marchandises. Le fait que les commerçants ambulants soient asphyxiés par le paiement de nombreux « droit de passage » contribue à la hausse des prix des produits de première nécessité et impacte donc directement le coût de la vie dans le territoire de Shabunda. Jadis compté parmi les greniers du Sud-Kivu, Shabunda connaît aujourd'hui une situation d'insécurité alimentaire croissante. Bien plus, l'impraticabilité de la route a contribué à l'abandon des activités agricoles au profit de l'exploitation artisanale de l'or dont le transport n'est pas très compliqué.

5.3. Un contexte décourageant pour les humanitaires

Si l'enclavement profite, comme nous l'avons décrit, à certains, il constitue un véritable casse-tête pour les organisations internationales qui souhaitent travailler dans la zone. Le témoignage ci-après résume le désarroi d'une catégorie d'acteurs sociaux à ce sujet :

Toutes les organisations humanitaires préfèrent s'installer dans les zones accessibles comme Uvira, Kalehe, Buka, etc. où elles peuvent œuvrer en toute sécurité et d'où elles peuvent évacuer facilement leur personnel en cas de crise grave. Shabunda ne remplit pas ces conditions (...). Nous sommes donc condamnés à souffrir. On ne peut pas obliger les Blancs à venir chez nous à pied. Malteser International a essayé de nous faire une route, mais nos autorités ont été incapables de continuer le travail. C'est triste !³⁴

En effet, ayant évalué à sa juste valeur la nécessité d'ouvrir le territoire de Shabunda à la ville de Bukavu, l'ONG Malteser International avait entrepris la réhabilitation du tronçon routier reliant la localité de Mayimingi à celle de Kígulube (plus ou moins 64 Km) sur la RP502. Le 15 février 2008, le tronçon était praticable. Malteser International permit ainsi d'accéder à plusieurs communautés qui étaient condamnées par l'enclavement et de faire revivre quelques centres de santé dans la zone. Mais l'appropriation de l'ouvrage

³³ Entretien n°10, Isezya, 19 mars 2021.

³⁴ Entretien n°20, Kalole, 7 avril 2020.

par l'autorité provinciale et par la population a entraîné un retour rapide au statut quo. A part Malteser, quelques organisations humanitaires téméraires fournissent de temps en temps un effort pour braver l'impraticabilité des routes à Shabunda. C'est le cas de Médecins sans Frontières-Hollande (MSF-H) qui s'était impliquée dans réhabilitation des quelques centres de santé situés dans des villages extrêmement difficiles d'accès comme Tuisi, Mungembe et Kalole entre 2003 et 2008. Selon un informateur,

MSF-H mérite bien son appellation 'sans frontières' ! En des moments les plus critiques, ils ont été avec nous. Pendant un temps, leurs actions ici avaient redonné de l'espoir aux familles affectées par les maladies de tous genres. Leurs agents parcouraient des pistes impraticables avec leurs motocycles, qu'ils étaient parfois obligés de laisser sur la route [...] Ils étaient tout simplement braves !³⁵

Les informations collectées dans le groupement de Bamuguba-Sud, saluent la « témérité » avec laquelle cette organisation a investi ces zones difficiles. Depuis son retrait de la zone en 2009, l'action de MSF-H est regrettée par la population. Les infirmiers et autres propriétaires des dispensaires ont revu à la hausse l'accès aux soins de santé primaire. Pour soigner la malaria chez un enfant de 0 à 5 ans, les parents doivent déboursier entre 35.000 et 50.000 FC, chez un enfant de 6 à 15 ans, ils doivent s'acquitter de 45.000 à 70.000 FC de soins médicaux. Un adulte débourse entre 60.000 et 150.000 FC pour se soigner de cette maladie. C'est un véritable calvaire pour une population très paupérisée et principalement constituée de chômeurs et de cultivateurs pratiquant une agriculture de subsistance. Les femmes enceintes, quant à elles, doivent parcourir des kilomètres pour accéder à un encadrement médical pour l'accouchement, s'exposant à des risques qui peuvent être fatals.³⁶

Ce contexte d'enclavement affecte également le secteur de l'éducation. Presque toutes les écoles héritées des sociétés minières coloniales sont en ruine (école primaire Kamitonko, école primaire de Kamakobola, Institut Tuendelee, Institut Luyuyu, etc.). Les initiatives prises par les églises (CEBECO) et les associations locales de développement pour réhabiliter certaines écoles

³⁵ Entretien n°11, déjà cité.

³⁶ Entretien n°5, 18 mars 2020.

ont totalement échoué en raison de la difficulté d'acheminer les matériaux de construction dans la zone. Même certaines organisations « expérimentées » n'ont pas réussi à surmonter l'enclavement du territoire. C'est le cas par exemple de « Innovation pour les droits de l'homme et l'environnement (IDHE) », une association sans but lucratif (asbl) basée à Bukavu. Cette structure avait reçu deux financements pour intervenir à Shabunda entre 2012 et 2014 : un de la Banque Mondiale (plus ou moins 1 million de dollars USD), pour construire 9 écoles, et un autre de la section DDR de la MONUSCO pour les projets QIP (plus ou moins 100.000 USD) afin de construire un centre d'apprentissage de métiers pour l'encadrement des démobilisés, jeunes désœuvrés et femmes vulnérables. Malgré ces financements, plusieurs chantiers initiés par IDHE sont à ce jour inachevés.

Si IDHE n'est pas parvenue à accomplir sa mission, c'est uniquement parce que travailler à Shabunda rendait cette mission particulièrement difficile. Tous les matériaux de construction étaient achetées à Bukavu (à 340 km) et acheminés sur les chantiers par avion, y compris les planches, alors même que Shabunda est un territoire forestier. Bien avant l'IDHE, l'ONG FHI qui était impliquée dans l'appui au secteur agricole dans le territoire de Shabunda avait connu la même difficulté. L'enclavement constitue l'une des raisons avancées par certains acteurs humanitaires pour expliquer l'échec de leurs interventions à Shabunda, bien que cet argument soit en réalité discutable. En effet, les Sœurs du Divin Maître basés dans le diocèse de Kasongo, par exemple, sont impliqués depuis avril 2022 dans des actions de développement au niveau local et bénéficient d'un financement privé octroyé par Madame Wakusomba Kulule, candidate malheureuse aux législatives de 2018. Or, ces religieuses sont parvenues à réhabiliter quelques ponts sur la RP502 entre Benyampombo et Shabunda-Centre sans recourir au bois de Bukavu comme le fit FHI par exemple. A ce jour, les ONG internationales ne sont plus présentes dans la zone. Seule ACTED, une ONG française de solidarité internationale résiste encore, mais a déjà réduit ses effectifs, laissant peut-être présager une désertion prochaine de la zone. Les ONG locales qui opèrent dans la zone sont ainsi livrées à elles-mêmes.

Conclusions et perspectives

Ce rapport s'est focalisé sur Shabunda pour montrer que l'enclavement de ce territoire participe au développement de dynamiques sociales et sécuritaires en « vase clos ». A l'issue de cette analyse, retenons que, s'il est vrai que Shabunda est une zone enclavée et laissée sur la touche par les initiatives de stabilisation post-conflits, l'enclavement que connaît le territoire est cependant *fissuré*, créant ainsi un espace fragmenté d'opportunités très contrastées en fonction des objectifs et du statut des différents acteurs qui y interviennent.

Aux acteurs du secteur minier, l'enclavement fissuré offre un contexte favorable au déploiement de pratiques de prédation des ressources, « loin » des yeux de l'État, lui-même faiblement déployé dans la zone. Pour les acteurs humanitaires en revanche, il rend les conditions de travail extrêmement compliquées. Les commerçants ambulants et la population vivent quant à eux un calvaire quotidien : plongés dans un climat d'insécurité quasi permanent, ils subissent les « tracasseries » perpétrées par des éléments « incontrôlés » des FARDC, et par des résidus des Raïa Mutomboki dont beaucoup se sont auto-démobilisés et mènent actuellement une vie à l'intersection entre le banditisme, le « milicianisme » et l'activité paysanne ordinaire.

Une réponse efficace à ce contexte fragile nécessitera la réhabilitation de la RN2 et la RP502 et bien sûr, le redéploiement de l'état dans la zone. Mais en attendant, les populations ont appris à « réinventer le quotidien ». Par exemple, les *sukumeurs* parviennent à relier plusieurs cités avec leurs vélos et participent ainsi à l'approvisionnement du territoire en vivres et biens divers. Aussi, les espaces de négociation entre les miliciens, les militaires, les exploitants miniers, les usagers de la « route » et les autorités locales ont rendu possible une forme de gouvernance locale qui permet de réguler un tant soit peu, la vie au quotidien. Tout cela participe aux changements du paysage rural dans ce « vase clos » qu'est le territoire de Shabunda.

- Bouvy, A. et al. (2019) : *La paix des armes dans le Nord-Kalehe. Stabilisation, démobilisation et reconfiguration des groupes armés*. Insecure Livelihoods Series. GIC Network : Gand.
- Bubala, B. (2020) : *Analyse des incidents dans la chaîne d'approvisionnement d'exploitation minière artisanale dans le territoire de Shabunda (Sud-Kivu)*. ACADOSHA-IPIS : Bukavu-Anvers.
- Buchekuderhwa, C. (2005) : *Modes de production et localisation de la filière riz au Sud-Kivu*. Discussion paper LEAD.
- COSOC-GL. (2015) : *La ruée vers l'or à Shabunda. Pratiques et impacts de l'exploitation minière par dragues*. Bukavu.
- Global Witness (2016) : *La rivière d'or*. Global Witness : Londres.
- Iyananio, S-P. (2015) : *L'Église catholique et l'éducation civique des populations en République Démocratique du Congo : le cas de Shabunda, au Sud-Kivu*. Thèse de doctorat, Université de Laval.
- Kibande, K. (1987) : *L'implantation de la Kivumines-Phibraki à Nzovu en Zone de Shabunda et son impact Socio-économique sur le monde ouvrier et la population environnantes (1926 – 1986)*. ISP-Bukavu.
- Kisakati, K. (2013) : *Les conflits de leadership politique au Kivu : cas du territoire de Shabunda*. Mémoire de Licence, USK : Bukavu.
- Lebigre, J-M. (1980) : *Aspects humains et économiques du Kivu occidental (Zaire)*. *Cahiers d'outre-mer*. 132 : 363-374.
- Lubala Mugisho, E. (1999) : *Émergence d'un phénomène résistant au Sud-Kivu. L'Afrique des Grands Lacs*. Annuaire 1999/2000. L'Harmattan : Paris.
- Lukambu Kisala, N. (2006) : *De la légitimité du pouvoir coutumier chez les Bakisi (Territoire de Shabunda)*. ISP-Bukavu.
- M'Beku, I. (1984) : *Évolution historique des sociétés minières du Sud-Kivu (1923-1982)*. ISP-Bukavu.
- Musamba Bussy, J. (2021) : *Contre la « kimbilikitisation » des Forces rwandaises de défense dans l'Est de la RD. Congo*. <https://gecshceruki.org/contre-la-kimbilitisation-des-forces-rwandaises-de-defense-dans-lest-de-la-rd-congo/>.
- Ndaywel E'Nziem, I. (1998) : *Du Congo des rébellions au Zaire des pillages*. *Cahiers d'études africaines* 38 : 150-152.
- Rubbers, B. (2004) : *La dislocation du secteur minier en au Katanga (RDC) : pillage ou recomposition ? Politique africaine* 93 :21- 41.

- Smith, S. (2004) : L'enquête sur l'attentat qui fit basculer le Rwanda dans le génocide. <http://francegenocidetutsi.org/AttentatQuiFitBasculerRwandaLM10mars2004.pdf>.
- Stearns, J. & al. (2013) : *Les Raïa Mutomboki. Déficience du processus de paix en RDC et naissance d'une franchise armée*. Rift Valley Institute : Nairobi.
- Tshiyombo Ndaya, J. et al (2004) : *Rapport final de consultations participatives de la base pour l'élaboration du Document des stratégies de réduction de la pauvreté (DSRP) en territoire de Shabunda*. UPPE-SPR.
- Vlassenroot, K. (2002) : *The making a new order. Dynamics of conflict and dialectics of war in South Kivu (DR Congo)*. Thèse de doctorat, Université de Gand.
- Vlassenroot, K. & T. Raeymaekers (2003) : « Divisé en deux ». Or et identité sociale à Kamituga (Sud-Kivu). *L'Afrique des Grands Lacs*. Annuaire 2003 – 2004. L'Harmattan : Paris.
- Vlassenroot, K. et al. (2020) : Navigating social spaces: Armed mobilisation and circular return in Eastern DR Congo. *Journal of Refugee Studies* 33(4): 832–852.
- Vlassenroot, K. et Marchal, R. (2003) : Économies de guerre et entrepreneurs militaires. La rationalité économique dans le conflit au Sud-Kivu (République démocratique du Congo). *Guerres et sociétés. États et violence après la Guerre froide*, Karthala : Paris.
- Vogel, C. (2014) : Contested statehood, security dilemmas and militia politics : the rise and transformation of the Raïa Mutomboki in eastern RDC. *L'Afrique des Grands Lacs* 2013 – 2014. L'Harmattan : Paris
- Willame, J.-C. (1964) : *Les provinces du Congo : structure et fonctionnement*. Université Lovanium : Kinshasa.
- Yesguer, H. (2009) : *Enclavement des espaces ruraux : approche géographique de l'ouverture/fermeture des villages de Kabyles*. Thèse de doctorat, Université du Havre.

The Insecure Livelihoods Series

